

La protection sociale engendre la cohésion sociale et autonomise les femmes, surtout lorsqu'elle cible les fillettes et améliore les niveaux de consommation des ménages. Le transfert de revenus accroît la participation des femmes aux prises de décision familiales et permet d'affecter ces allocations à la scolarisation des enfants et l'accès aux services médicaux. Les interventions sensibles à la dimension de genre produisent ainsi des effets multiplicateurs, particulièrement dans les domaines de l'éducation des filles, de la santé maternelle et infantile et de l'autonomisation économique des femmes. Les interventions ciblées en faveur de la nutrition infantile ou de l'emploi des jeunes auront aussi des effets bénéfiques sur les autres OMD.

Une forte volonté politique, des capacités administratives et institutionnelles, la viabilité financière et le caractère abordable des dépenses joueront un rôle critique pour le succès des programmes de protection sociale en Afrique. (Voir également la Section III de ce rapport, qui examine la protection sociale et son rôle dans l'accélération des progrès en vue de la réalisation des OMD en Afrique.)

OBJECTIF 2 : ASSURER L'ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS

Le taux d'inscription dans le primaire a continué à s'améliorer, atteignant un taux de 89 pour cent dans le monde en développement. Toutefois, le rythme d'une telle avancée est insuffisant pour garantir que, d'ici 2015, tous les garçons et les filles dans les pays en développement auront complété le cycle de la scolarisation primaire. Néanmoins, l'Afrique a accompli des progrès remarquables sur la voie de l'éducation primaire universelle, faisant passer son taux net de scolarisation de 65 pour cent en 1999 à 83 pour cent en 2008. En effet, cet

OMD est l'un de ceux sur lesquels les pays africains ont le mieux progressé. Alors que la plupart des pays d'Afrique peuvent s'attendre à réaliser la scolarisation universelle dans le primaire à l'échéance de 2015, ils sont beaucoup moins nombreux à tabler sur la réalisation des objectifs concernant l'achèvement du cycle d'éducation primaire et l'alphabétisation des jeunes adultes. L'éducation au-delà du primaire est également jugée critique pour garantir une progression soutenue en vue de la réalisation d'autres objectifs, tels que les OMD liés au plein emploi, à la réduction de la pauvreté et à la santé.

Cible 2.A : D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires

Indicateur 2.1 : Taux net de scolarisation dans le primaire

La plupart des pays d'Afrique ont enregistré une progression sensible du taux net de scolarisation dans le primaire. Sur les 36 pays africains pour lesquels des données sont disponibles pour 2008/2009, 16 au total²⁷ ont réalisé des taux nets de scolarisation de plus de 90 pour cent. L'Algérie, le Burundi, l'Égypte, Madagascar, l'Ouganda, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, la Tanzanie, la Tunisie et la Zambie ont déjà atteint ou même dépassé la cible minimum, qui consiste à parvenir à un taux net de scolarisation de 95 pour cent d'ici à 2015. L'Afrique du Sud, le Bénin, le Malawi, Maurice, le Maroc, la Namibie et le Togo sont à 5 à 10 pour cent de la cible (*Figure 12*). Les autres pays sont également en bonne voie pour

²⁷ Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Burundi, Égypte, Malawi, Maurice, Namibie, Ouganda, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Togo, Tunisie, Tanzanie et Zambie.

Encadré 2 : Succès en matière de scolarisation primaire

L'accent placé dans les politiques nationales sur l'enseignement primaire et sa mise en œuvre ont mis l'Afrique sur la voie de la réalisation de l'éducation primaire pour tous d'ici 2015. Un nombre important de pays d'Afrique se sont distingués à cet égard par des politiques d'intervention judicieuses et des allocations budgétaires résolues qui leur ont permis d'obtenir d'excellents résultats dans ce domaine.

L'Éthiopie, dont le taux net initial de scolarisation était très faible (50 pour cent en 1990), a aujourd'hui atteint le taux de 86,5 pour cent (2009/2010). Cette solide progression a été rendue possible, entre autres, par la construction de salles de classe : il y en avait 16 000 en 2004 et 25 000 en 2008/09, à 80 pour cent en milieu rural. En outre, l'éducation est préconisée dans les politiques publiques et établie comme une priorité dans les dépenses de l'État.

L'Égypte a atteint des taux nets de scolarisation encore plus élevés dans le primaire, en partant d'un taux initial de 83 pour cent en 1995 pour atteindre celui de 90 pour cent en 2008, en ayant recours aux mesures suivantes : projets de développement pour la petite enfance ; transferts d'espèces destinés aux familles pauvres afin de les encourager à continuer à envoyer leurs enfants à l'école ; et ouverture d'écoles où l'environnement est convivial pour les filles.

Un autre cas intéressant est celui du **Togo**. En réponse à un manque de fonds publics, des familles et des communautés se sont engagées directement dans l'administration des écoles. Dans la région la plus pauvre du pays (Savanes), la plupart des écoles sont financées entièrement par les ménages ruraux, qui ont pris en charge la construction de salles de classe et la rémunération des enseignements. C'est ainsi que le taux net de scolarisation togolais est passé de 67 pour cent en 1990 à 87 pour cent en 2008. Dans le même temps, le pays a amélioré l'indice de parité des sexes pour le porter à 0,95 dans le primaire.

Sources : *Ethiopia National MDG Report 2010 ; Egypt National MDG Report 2010 ; Togo National MDG Report 2010.*

réaliser cette cible, mais des efforts supplémentaires s'imposent pour accélérer le processus. Dix pays (Burkina Faso, Éthiopie, Guinée, Mali, Maroc, Mozambique, Niger, Rwanda, Sénégal et Tanzanie) ont amélioré leurs taux nets de scolarisation de plus de 25 pour cent entre 1991 et 2008 (*Figure 11*). L'amélioration des taux de scolarisation a été obtenue grâce à des interventions publiques spécifiques, animées par la volonté politique ferme de parvenir à l'éducation primaire universelle. La fourniture de repas scolaires, l'augmentation des budgets alloués à l'éducation et les transferts d'espèces aux ménages pauvres ont été au nombre des facteurs qui ont favorisé cette tendance (voir *l'Encadré 2*).

Si la majorité des pays d'Afrique sont en bonne voie de réaliser cet OMD, certains pays sont toujours à la traîne au niveau des objectifs de scolarisation et n'ont guère progressé sur ce plan ces dernières années. C'est par exemple le cas de la République centrafricaine, où le taux net de scolarisation n'est que de 66,9 pour cent, comparé à 53,4 pour cent en 1991. Djibouti et l'Érythrée ont également beaucoup de retard en ce qui concerne cet indicateur, avec des taux nets de scolarisation de moins de 50 pour cent.

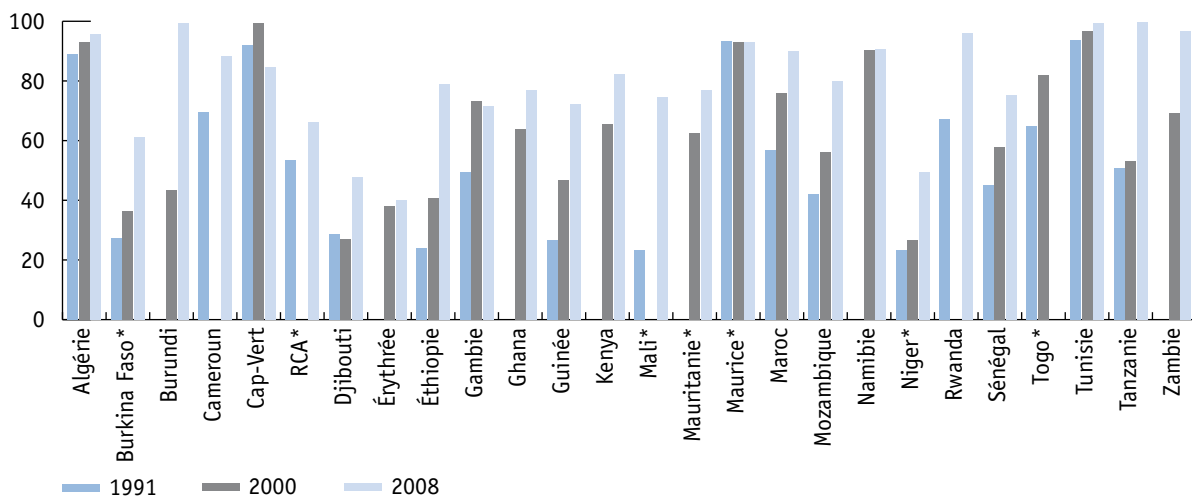
Il faut toutefois noter qu'un certain nombre de pays dotés de très faibles taux nets de scolarisation initiaux ont néanmoins fait des progrès

remarquables, même s'ils ne parviendront probablement pas à l'objectif de l'éducation primaire pour tous d'ici 2015. Au Burkina Faso, par exemple, le taux net de scolarisation a fait un bond en avant, passant de 27,3 pour cent en 1991 à 64,4 pour cent en 2008. De la même façon, le taux pour l'Éthiopie a progressé de 24 pour cent en 1991 à 86,5 pour cent en 2009 (voir *l'Encadré 2*). La Gambie, la Guinée, le Kenya, le Mali, le Mozambique et le Niger, dont les taux de scolarisation nets sont encore en deçà des 90 pour cent, ont toutefois enregistré, depuis 1991, des améliorations de plus de 20 pour cent, voire de plus de 50 pour cent dans certains cas.

Qu'ils aient atteint la barre des 90 pour cent ou qu'ils soient toujours laborieusement en dessous du taux de 75 pour cent, la progression de la plupart des pays démontre qu'il était nécessaire

de déployer un effort soutenu en matière d'éducation primaire. Il reste à connaître les effets de l'amélioration de la scolarisation au primaire. En fait, il ne sera probablement pas encore possible d'en observer les résultats en 2015. Pour prolonger les avantages de telles avancées en matière d'éducation, il est indispensable de procéder à une planification appropriée permettant d'améliorer la qualité de l'éducation primaire et d'accroître le taux de scolarisation au-delà de l'enseignement primaire. À mesure que les pays africains relèveront leur taux de scolarisation primaire, ils devront allouer les ressources adéquates pour améliorer les taux d'achèvement du cycle primaire ainsi que les taux d'alphabétisation des jeunes adultes.

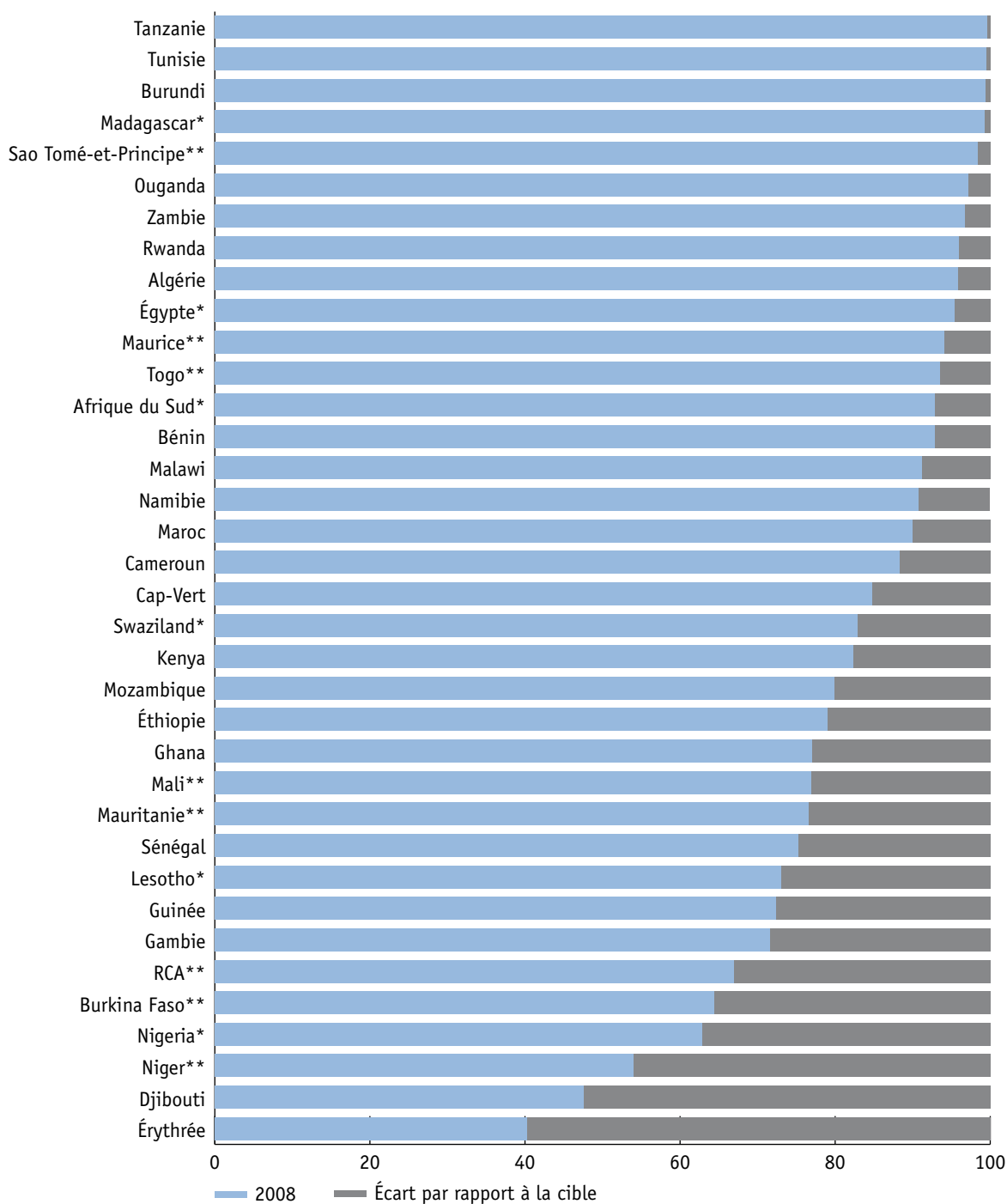
Figure 11 : Avancées enregistrées au niveau du taux net de scolarisation primaire dans des pays africains sélectionnés, 1991 et 2008/2009 (%)



Source : données compilées à partir des données de la DSNU (mises à jour en août 2010).

Légende : *données 2009.

Figure 12 : Écarts à combler pour atteindre la cible du taux net de scolarisation primaire dans des pays africains sélectionnés, 2008



Légende : * données 2007 ; ** données 2009.

Source : données compilées à partir des données de la DSNU (mises à jour en août 2010).

Rares sont les pays africains dans lesquels l'éducation primaire est gratuite et qui offrent aux élèves des fournitures scolaires gratuites telles que des manuels ou des uniformes. La nécessité, pour les ménages, de s'acquitter des frais de scolarité accentue les inégalités dans l'accès à l'enseignement primaire. Il en résulte que dans 27 pays d'Afrique, il n'y a aucune obligation légale de dispenser une scolarité gratuite (UNESCO, 2009) et il n'existe pas de relation clairement établie entre le niveau des dépenses affectées à l'éducation et le taux de scolarisation primaire. Le montant des allocations ne constitue pas l'unique critère, comme le montrent les cas du Botswana et de Maurice (*Figure 13*). C'est le niveau de quantification de l'allocation de ressources à l'éducation, couplé à l'efficacité des dépenses engagées qui permet d'obtenir des taux de scolarisation primaire élevés.

Indicateur 2.2 : Taux d'achèvement de l'éducation primaire (Proportion d'élèves ayant commencé la première année d'études primaires qui terminent l'école primaire)

Malgré la bonne performance de la plupart des pays africains en termes de réalisation de la scolarisation universelle dans le primaire, ces progrès doivent encore se traduire par des taux d'achèvement du même ordre. La *Figure 14* reprend les indices disponibles pour le taux net de scolarisation et le taux d'achèvement du primaire relatifs à des pays africains sélectionnés, en utilisant des données de 2008 pour les deux indicateurs. Peu de pays ont vu leurs taux d'achèvement du primaire augmenter depuis 2007 et certains pays, comme par exemple le Congo, l'Érythrée, la Namibie, le Tchad et la Tunisie, ont même accusé un recul dans ce domaine. De plus, les tendances en matière d'achèvement du primaire sont le plus souvent

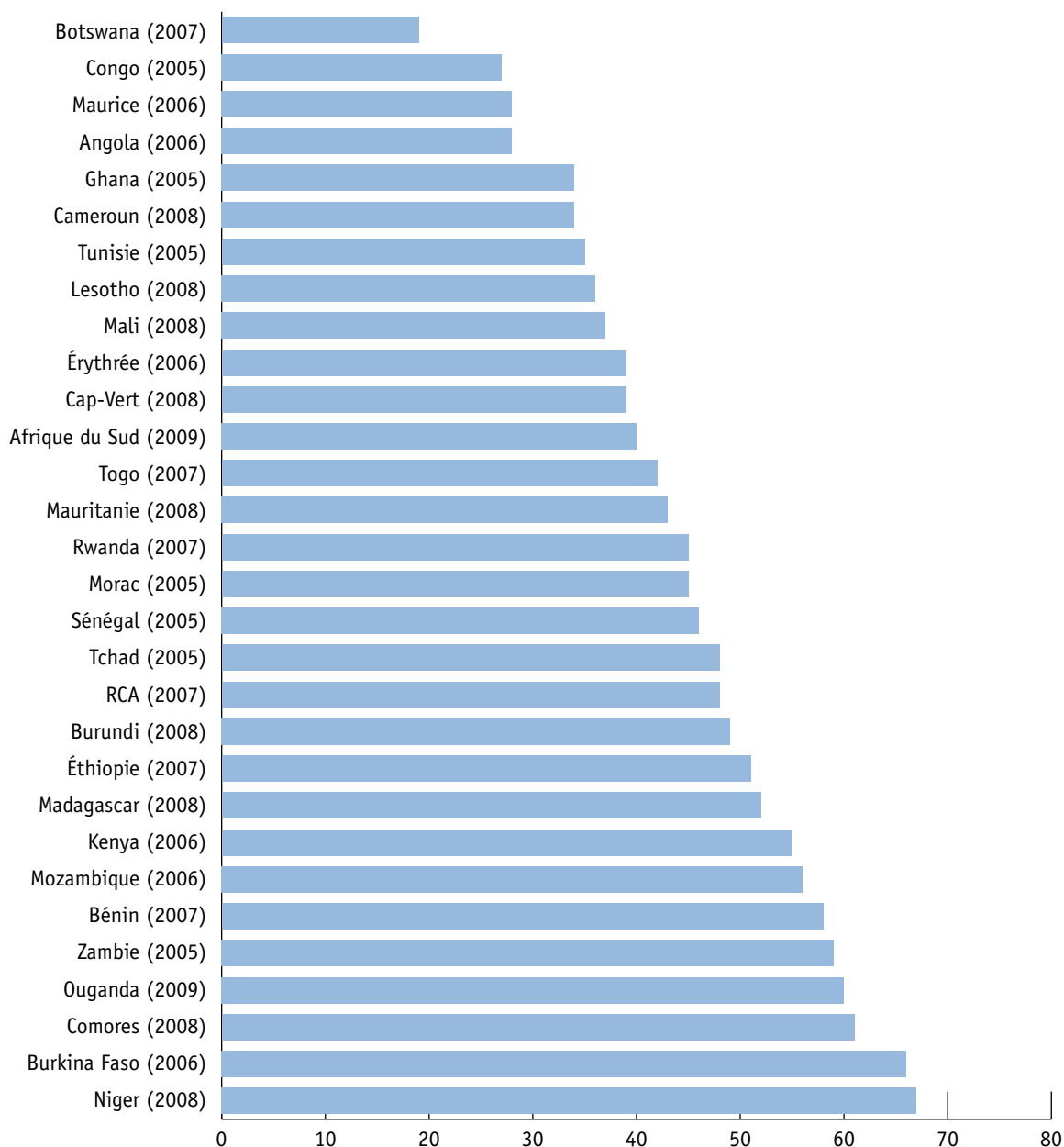
moins bonnes d'une année sur l'autre. Cette évolution généralement lente mais parfois régressive est guidée par plusieurs facteurs. Le premier se résume au fait que, dans de nombreux pays d'Afrique, l'âge de l'entrée au primaire dépasse l'âge officiellement prévu. De ce fait, les élèves plus âgés sont poussés à entrer sur le marché du travail avant d'avoir terminé leur cycle d'études primaires (CEA, 2005). En deuxième lieu, l'éducation en Afrique fait les frais d'un accès inégal aux services de l'éducation, ce qui affecte les ménages à faible revenu, diminue les taux de rétention et les résultats scolaires, compromet la qualité de l'éducation et accroît les redoublements²⁸. En Afrique du Nord, le pourcentage des enfants quittant prématurément l'école primaire a baissé, passant de 3 pour cent en 1999 à 2 pour cent en 2008. Par contre, dans le reste de l'Afrique, le pourcentage des enfants déscolarisés a légèrement augmenté, de 43 pour cent en 1999 à 46 pour cent en 2008. Cela signifie que 31 millions d'enfants d'âge scolaire en Afrique (hors Afrique du Nord)²⁹ ne fréquentaient plus l'école.

Mais d'autres pays ont réalisé d'excellents progrès dans l'amélioration des taux d'achèvement du primaire. Au Bénin, ce taux est passé de 22,1 pour cent en 1991 à 65,1 pour cent en 2008. Le Cameroun a enregistré une progression remarquable de 17 pour cent en l'espace d'un an, en augmentant le taux d'achèvement du primaire de 55,5 pour cent en 2007 à 72,7 pour cent en 2008. Les Comores, le Mozambique, le Rwanda et le Soudan ont également obtenu des avancées satisfaisantes, de plus de 10 pour cent, au niveau de cet indicateur au cours des dernières années. Par rapport à

²⁸ UNICEF et UNESCO (2011).

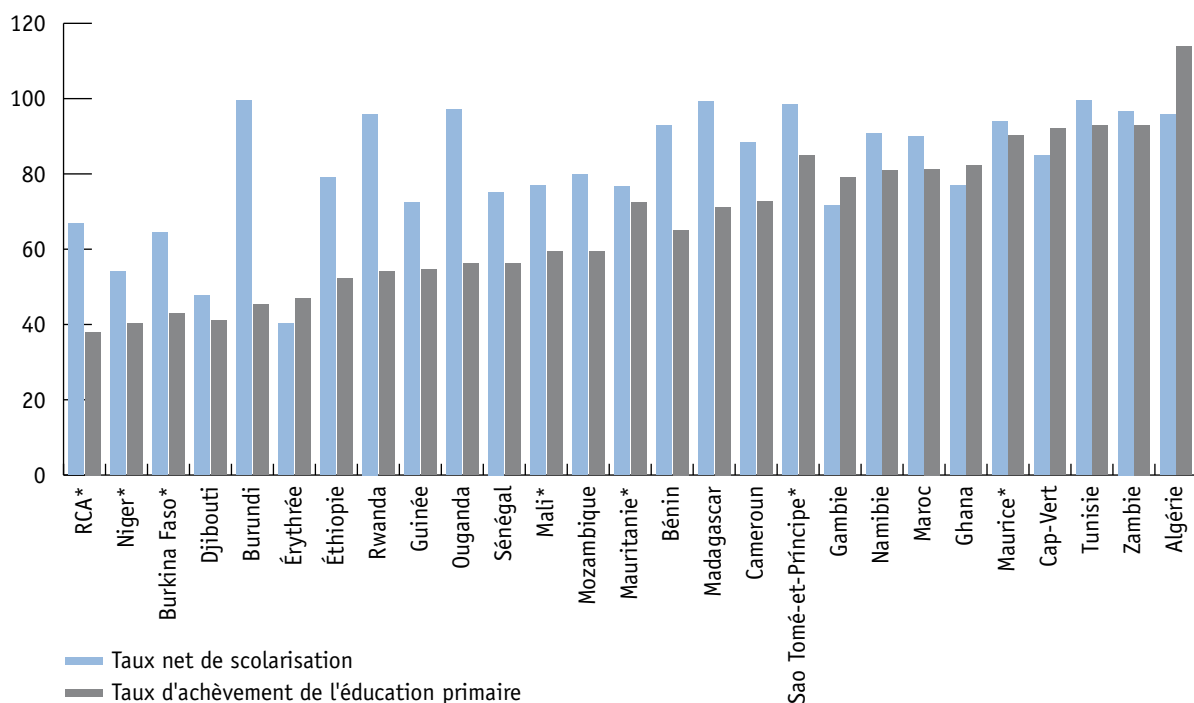
²⁹ ONU (2010).

Figure 13 : Dépenses affectées à l'enseignement primaire en % du total des dépenses consacrées à l'éducation



Source : données compilées à partir des données de l'UNESCO (2010).

Figure 14 : Taux de scolarisation et taux d'achèvement du primaire pour des pays africains sélectionnés, 2008



Source : données compilées à partir des données de la DSNU (mises à jour en août 2010).

Légende : *données 2009.

1991, l'Algérie, le Bénin, la Guinée, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Maroc et le Mozambique ont également marqué des bons points en matière d'amélioration de leur taux d'achèvement du primaire. Cependant, sept pays (Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Niger et RCA) ont enregistré des taux inférieurs à 50 pour cent en 2008 (Figure 15).

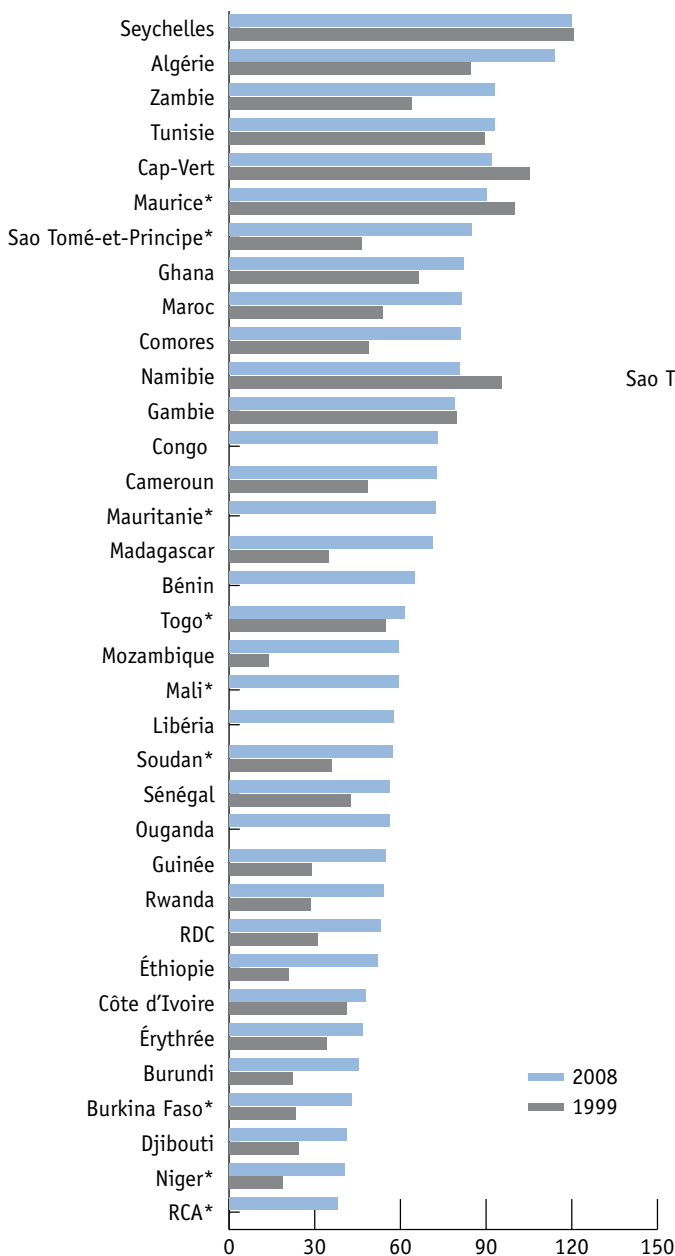
L'analyse des données ventilées par genre montre que dans 14 pays³⁰, le taux d'achèvement du

primaire pour les garçons dépasse le taux obtenu par les filles de plus de 10 pour cent en 2008. À l'inverse, d'autres pays (Cap-Vert, Gambie, Maurice, Mauritanie, Namibie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles et Tunisie) enregistrent un taux d'achèvement légèrement supérieur chez les filles que chez les garçons. Suivant la même tendance que les taux de scolarisation, les taux d'achèvement favorisent les ménages plus aisés, les populations urbaines et les garçons. En effet, les filles issues des 20 pour cent de ménages les plus pauvres risquent trois fois plus de quitter l'école que les filles appartenant aux ménages situés dans la tranche supérieure de revenus

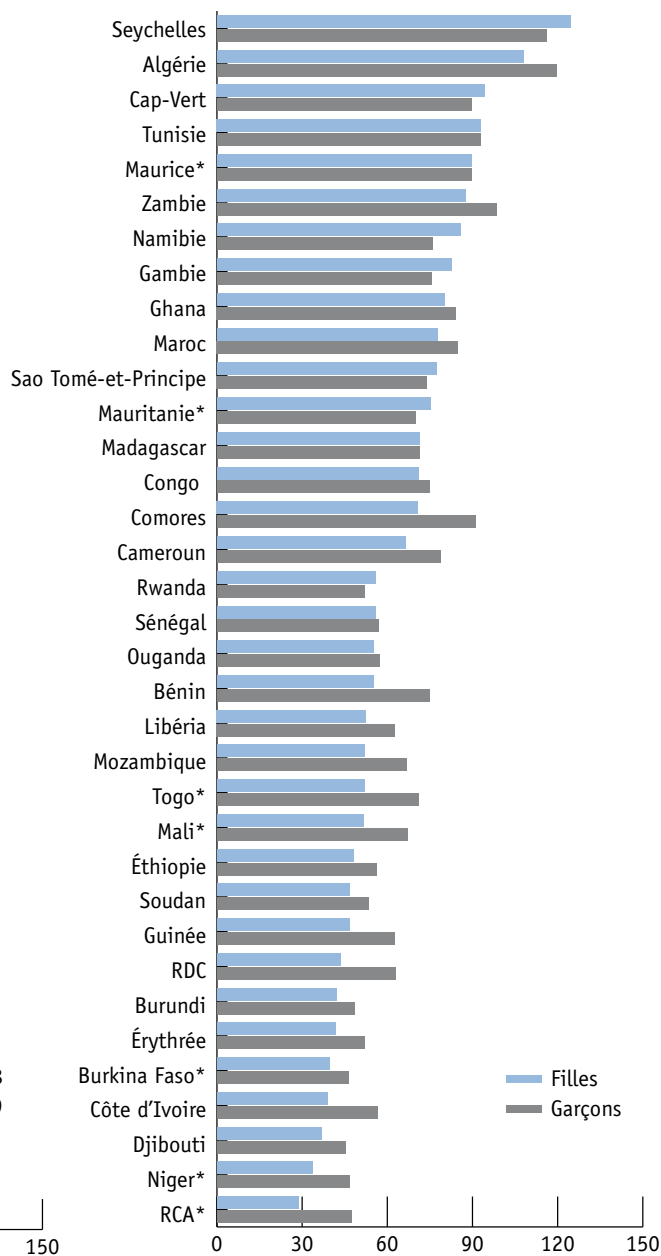
30 Algérie, Bénin, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Érythrée, Libéria, Mali, Mozambique, Niger, RCA, RDC, et Zambie.

Figure 15 : Taux d'achèvement du primaire pour des pays africains sélectionnés (%)

15a : Données obtenues pour les deux genres, 1999 et 2008



15b : Données ventilées par genre, 2008



Source : données compilées à partir des données de la DSNU (mises à jour en août 2010).

Légende : *données 2009 ; **données 1991.

(ONU, 2010). De surcroît, les données relatives aux ménages collectées dans 42 pays montrent que les enfants en milieu rural sont deux fois plus susceptibles de quitter l'école que les enfants vivant en milieu urbain (ONU, 2010). En outre, la qualité de l'éducation, mesurée indirectement par le biais du rapport entre le nombre d'élèves par enseignant, établi à 1 pour 45, reste très faible sur le continent. Il manque approximativement 3 millions d'enseignants et l'offre d'enseignants qualifiés est de toute évidence insuffisante.

Indicateur 2.3 : Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, femmes et hommes

Il est peu probable que le taux d'alphabétisation des adultes puisse augmenter de 50 pour cent d'ici 2015. Les taux d'alphabétisation décrivent une tendance comparable à ceux de l'achèvement du primaire. Comme on pouvait le prévoir, les pays enregistrant de bons taux d'achèvement du primaire ont également de meilleurs taux d'alphabétisation parmi les jeunes adultes. En outre, le déséquilibre entre les genres persiste dans de nombreux pays d'Afrique (*Figure 16*). Dans la plupart des pays, les taux d'alphabétisation sont plutôt stationnaires. Seuls trois pays (Côte d'Ivoire, Guinée et Mozambique) montrent des améliorations sensibles à cet égard depuis quelques années. Alors que de nombreux pays enregistrent des taux d'alphabétisation de plus de 75 pour cent, seuls 15 pays ont atteint le taux des 90 pour cent, qu'ils avaient, pour la plupart, déjà réalisé en 1991.

Les pays disposant d'un taux d'alphabétisation inférieur à 75 pour cent ont peu progressé ces dernières années. Le taux d'alphabétisation de la Sierra Leone est aujourd'hui de 55,7 pour cent, contre 47,9 pour cent en 2004. Le Tchad, dont le taux

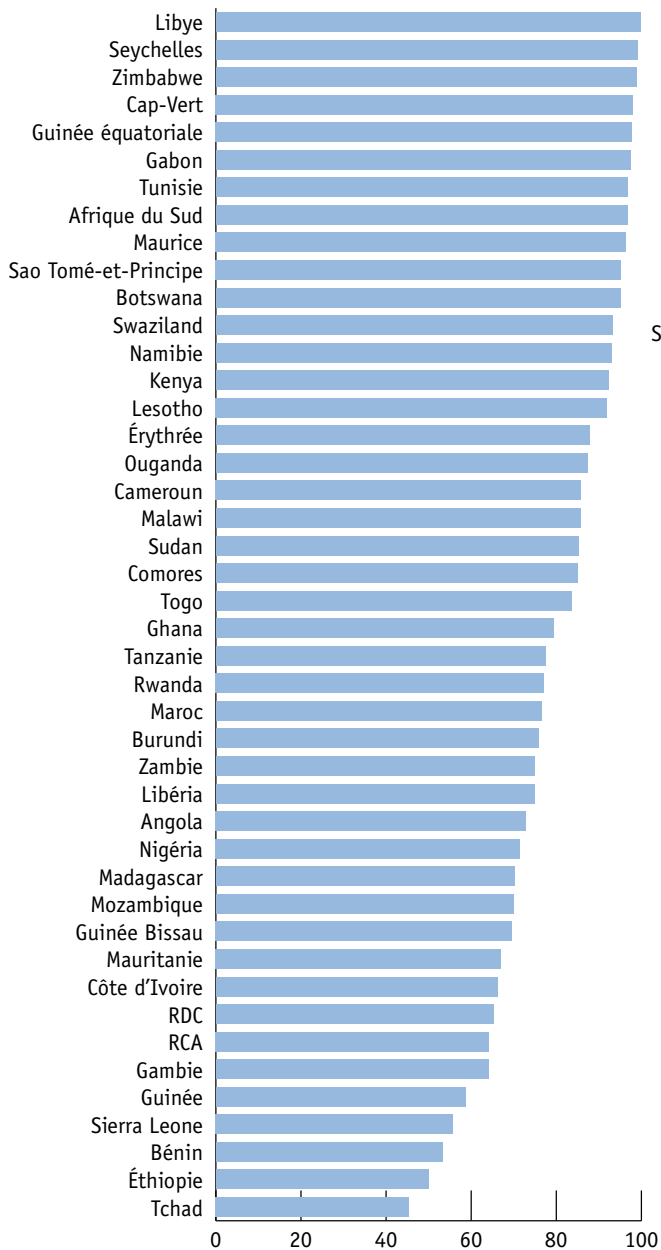
d'alphabétisation est le plus bas, à 45,4 pour cent, enregistre une légère amélioration par rapport au taux de 37,6 pour cent de 2000. En Éthiopie, le taux d'alphabétisation est de 49,9 et n'a pas évolué depuis 2004. Étant donné que ces mêmes pays ont obtenu des améliorations de leurs taux nets de scolarisation, l'absence de progrès en matière d'alphabétisation reflète la qualité souvent médiocre de l'enseignement primaire. À de rares exceptions près, telles que celles du Lesotho et du Libéria, les taux d'alphabétisation sont généralement plus élevés parmi les hommes³¹.

Malgré les efforts des gouvernements et de leurs partenaires, il reste toujours 153 millions d'adultes analphabètes en Afrique. Cela représente 20 pour cent des 759 millions de personnes qui ne savent ni lire ni écrire à travers le monde. Plus des deux tiers des analphabètes en Afrique sont des femmes. Certains gouvernements africains, via *l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir*, ont pris des mesures concrètes pour s'atteler à ce problème, qui ne recueille pas encore l'attention qu'il mérite.

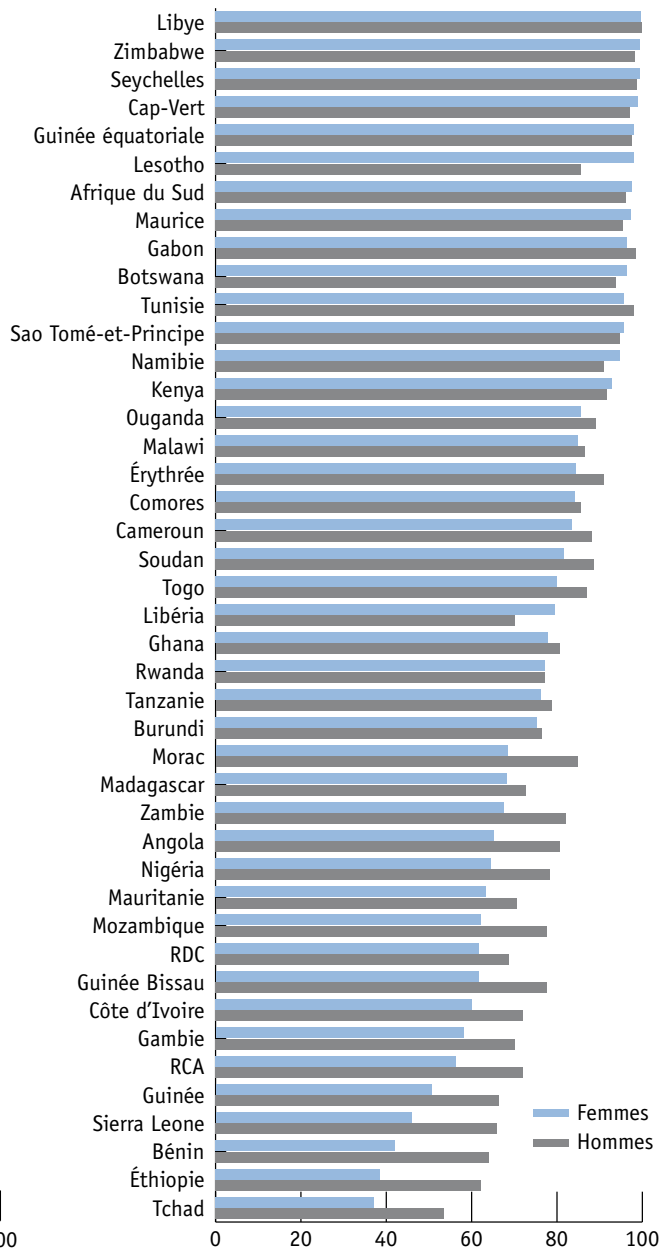
31 Afrique du Sud, Botswana, Cap-Vert, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Maurice, Namibie, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Swaziland et Zimbabwe.

Figure 16 :

16a : Taux d'alphabétisation des deux genres, 2008 (%)



16b : Taux d'alphabétisation ventilé par genre, 2008 (%)



Source : données compilées à partir des données de la DSNU (mises à jour en juin 2010).

OBJECTIF 3 : PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Les progrès accomplis par les pays africains en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes ont été, dans l'ensemble, plutôt satisfaisants ces dernières années. Le rapport entre le nombre d'inscriptions de filles et de garçons à l'école primaire se rapproche de la parité dans presque tous les pays, et le nombre de femmes députés dans les parlements africains a continué de progresser en 2010. Cependant, il faudra des prises d'engagement fermes pour maintenir, voire accélérer, ces progrès puisque peu de pays ont atteint la parité entre genres dans l'éducation secondaire et supérieure, et la plupart des pays n'ont qu'un tout petit nombre de femmes députés.

Il faut aussi que la promotion de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes soient intégrées à d'autres OMD, tels que la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé maternelle et infantile, et la lutte contre les maladies majeures, qui toutes exigent une focalisation sur les femmes.

Pour accélérer les progrès en matière de genre, il est indispensable d'instaurer des lois et des politiques prévoyant des dispositions à long terme pour autonomiser les femmes de tout âge, quelle que soit leur occupation. En appliquant de telles politiques, il sera possible de maintenir le statut prioritaire de l'égalité entre les genres au-delà de 2015. Comme le thème du genre affecte tous les segments de la société, il est également recommandé d'impliquer les hommes dans les programmes, clubs, réseaux sociaux et activités organisationnelles ciblant les femmes.

Cible 3.A : Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard

Indicateur 3.1: Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur

Enseignement primaire

Bien que de récentes initiatives aient favorisé la scolarisation des filles, surtout au niveau primaire, les données montrent qu'en 2008, la parité entre garçons et filles n'avait pas encore été atteinte en Afrique (hors Afrique du Nord). Globalement, 91 filles étaient inscrites dans le primaire pour 100 garçons, et 84 filles étaient inscrites dans le secondaire pour 100 garçons. En dépit d'une volonté politique en faveur de l'éducation des filles et d'un financement accru à cette fin, de grands obstacles restent à surmonter, notamment la pauvreté, qui pèse surtout sur les femmes, et les pratiques culturelles tendant à favoriser les garçons³².

En Afrique, les frais scolaires imposent une forte contrainte à la scolarisation des filles. Dans les pays où l'école est gratuite, le nombre des filles scolarisées tend à être plus élevé³³. Dès lors que la seule scolarisation des garçons est mise en avant, les frais scolaires seront toujours considérés comme une contrainte supplémentaire à l'inscription des filles à l'école.

Dans les 37 pays pour lesquels des données comparables sont disponibles, l'analyse de l'Indice de

³² UNICEF et UNESCO (2011).

³³ ONU